

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 11

22^e année • mercredi 13 mars 2019

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



NEIL LABRADOR

Entre manifestations, rassemblements et actions, la journée du 8 mars a été l'occasion de donner le coup d'envoi à la grève des femmes du 14 juin prochain. Deux jours plus tard, 500 femmes se réunissaient à Bienne et lançaient à cette occasion un appel national à participer à cette journée revendicative pour l'égalité et le respect. **PAGES 6-7**

POINT DE MIRE

Contre la violence et le harcèlement au travail

Sylviane Herranz

Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Suisse et du monde entier le 8 mars, à l'occasion de la Journée internationale des femmes. Une journée qui trouve son origine au début du siècle passé, dans le mouvement des travailleuses combattant pour leurs droits. Un siècle plus tard, la violence du système d'exploitation est toujours là, et continue à légitimer celle des hommes à l'encontre des femmes. Aujourd'hui en Suisse, les femmes sont en colère et l'ont dit haut et fort. L'égalité n'avance pas. L'écart salarial ne se réduit même plus au rythme de l'escargot,

il s'agrandit. Le 14 juin, cette égalité sera exigée lors d'une journée de mobilisation, d'action et de grève qui pourrait être historique. Ce même mois de juin, le combat des syndicats partout dans le monde pourrait aboutir à la naissance d'une convention internationale pour «l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail».

Depuis plusieurs années les organisations syndicales se battent pour que cette convention voie le jour au sein de l'Organisation internationale du travail (OIT). Les chiffres sont suffisamment parlants pour dire qu'il est plus que temps d'agir: 35% des femmes de plus de 15 ans, soit 818 millions, ont connu des violences sexuelles ou physiques chez elles, dans leur communauté ou sur leur lieu de travail, informe la Confédération syndicale internationale (CSI). Et cela sans compter les violences psychologiques, tout aussi destructrices. Une violence fondée sur le genre qui, comme le souligne la CSI, «reste l'une des infractions des droits humains des travailleurs les plus tolérées».

Le système de domination et de subordination inhérent au mode de production capitaliste, à l'œuvre sur toute la planète, est à la base de ces violations des droits élémentaires de la personne humaine. Violations touchant tout particulièrement les femmes, les plus nombreuses dans des statuts précaires et sous-payés, situa-

tions les empêchant de surcroît de se libérer des violences qu'elles peuvent subir au sein de leur propre foyer.

Le projet de convention qui sera discuté lors de la 108^e Conférence internationale du travail, qui se réunira à Genève, met aussi l'accent sur la violence sexiste et la prévention. Ce projet, bien avancé, sera probablement soumis à l'approbation des représentants des gouvernements, du patronat et des syndicats siégeant à la conférence.

La mise à l'ordre du jour de cette nouvelle norme internationale n'a été possible que grâce à la vaste mobilisation des syndicats dans chacun de leur pays pour que gouvernements et employeurs entrent en matière sur la proposition. Une mobilisation plus que jamais nécessaire pour imposer, tant au niveau international qu'au niveau suisse, le respect des droits des travailleuses, base essentielle sur laquelle pourra se construire le respect global de toutes les femmes et de toutes les personnes aujourd'hui discriminées et exploitées. ■

PROFIL

Adrienne Barman, le monde version poétique.

PAGE 2

PAPYRUS

1846 personnes sortent de l'ombre.

PAGE 3

LUTTE



Le personnel des urgences se mobilise.

PAGE 9

CLIMAT

Entretien avec le philosophe Dominique Bourg.

PAGE 10

Sonya Mermoud

Adrienne Barman ressemble un peu à ses dessins. Avec son côté tendre et singulier. Sa fraîcheur et sa spontanéité. Son sourire facétieux et ses grands yeux en amande. Avec chaleur et naturel, elle nous accueille dans son lumineux appartement à Grandson. Vue plongeante sur le lac irisé. Chatte grassouillette se prélassant paresseusement sur le canapé – une dénommée *Lili* qui partage son espace félin avec *Marcel*, dont on ne verra pas ce jour-là pointer le bout de ses moustaches. Bibliothèque abritant différents livres sur la pêche et les champignons, passions du compagnon de l'illustratrice. Masque hirsute et grimaçant du Lötschental habillant un pan de mur. Le décor est planté. La conversation s'engage autour d'une boisson. En toute simplicité. Un entretien levant un coin de voile sur l'univers sensible, original et décalé de la future quadragénaire qui fêtera ses 40 printemps en juillet. De quoi stresser légèrement cette native du Lion qui, pour marquer le cap, s'est fait tatouer sur le poignet une sorte de fougère. «Une plante ancienne aux significations diverses. J'ai fait ce tatouage pour m'affirmer. Avec l'idée, désormais, d'apprendre à dire non. De cesser de me laisser déborder», lance Adrienne Barman qui, malgré un agenda serré, se montrera généreuse avec son temps. Un quotidien rythmé par ses activités d'illustratrice, de graphiste et d'auteure. Avec, à la clef, une œuvre plurielle dont nombre de créations à la portée aussi pédagogique.

DES BLANCS NEIGE AUX EMPOISONNEUSES

«J'aime réaliser des dessins qui favorisent l'apprentissage, donnent l'envie de la découverte», souligne la jeune femme travaillant pour des associations, des musées, des écoles, des événements ponctuels, la presse, des privés.... Fonctionnant au coup de cœur. Et jonglant avec ses différentes casquettes. «Je ne me plains pas, l'activité est viable, mais en tant qu'indépendante, il y a beaucoup de choses à faire», relève la polyvalente qui s'est notamment fait connaître par ses drôles d'encyclopédies et des classifications bien à elle. Comme celle consacrée aux animaux et traduite en 17 langues regroupant «les blancs neige», «les bleus ciel», «les bruyants», «les champions de l'apnée», «les disparus», «les montagnards», etc. Dans ce même esprit, elle a logiquement réalisé ensuite un abécédaire des végétaux aussi vendu à l'étranger. Un autre pavé instructif et ludique permettant, au fil des pages de se familiariser avec «les amoureuses de l'eau», «les aromatiques», «les blanches dorées», «les caduques», «les doyennes» ou encore «les empoisonneuses»...

SUPPLÉMENT DE CHARME

«La gestation du projet a duré plusieurs années. Et nécessité d'importantes recherches. Je voulais sortir des cases habituelles tout en étant au plus juste d'un point de vue scientifique. Un gros défi», précise Adrienne Barman qui a passé



THIERRY PORCHET

Si Adrienne Barman connaît le vertige de la page blanche, elle sait aussi lâcher prise.

LE MONDE, VERSION POÉTIQUE ET DÉCALÉE

Quand elle dessine, la talentueuse illustratrice, graphiste et auteure Adrienne Barman entre dans un état quasi méditatif. Dans sa bulle...

six années à la réalisation de ces deux tomes. Avec, au final, plusieurs centaines d'animaux et de végétaux croqués. Autant de planches à l'ancienne, l'humour et le côté décalé en prime, qui ont permis à l'illustratrice d'exprimer son amour de la nature, une de ses principales sources d'inspiration. Tout en lan-

çant, en filigrane, une invite à la préserver. «J'ai toujours aimé les animaux. Me balader. Observer de nouvelles plantes. Nous devrions apprendre à cohabiter de manière plus harmonieuse avec les différentes espèces», déclare Adrienne Barman qui a grandi dans un petit village au Tessin, jouant alors souvent dehors.

Si ces encyclopédies d'un autre genre – de nouvelles viendront encore enrichir son œuvre – font partie de la marque de fabrique de l'illustratrice, Adrienne Barman se distingue également par sa manière de dessiner les yeux. Toujours ou presque l'un plus grand que l'autre. Avec ce souci de sortir d'une vision trop

sage, conventionnelle. Une fantaisie asymétrique qui donne un supplément de charme à ses personnages alors qu'elle confie au passage connaître le vertige de la page blanche. Et affronter angoisses et remises en question en dépit du succès rencontré.

LE BONHEUR DE LA SIMPLICITÉ

«Mais depuis que j'ai déménagé de Genève pour la campagne, ça va mieux», assure cette diplômée des Arts déco de Lugano qui a d'abord quitté son Tessin natal pour la ville du bout du lac à l'âge de 20 ans. Elle travaille alors dans un collectif de graphistes et collabore avec le journal *Le Courrier* comme polygraphe, puis auteure de courtes BD de recettes de cuisine avant de se lancer en indépendante en 2007. Et de déménager dans le canton de Vaud huit ans plus tard. «Par amour. Pour mes chats. Pour la vue et l'espace», explique cette pessimiste apaisée quand son crayon court sur le papier. «J'entre alors dans un état quasi méditatif. Une bulle où je me sens bien.» Ouverte, peu encline à porter des jugements sauf sur elle-même, Adrienne Barman se ressource dans les liens tissés avec ses proches, la vision d'un bon film, le temps d'un thé sur la terrasse, en écoutant de la musique ou en méditant... Autant de moments propres à recharger les batteries de cette artiste qui associe le bonheur à la simplicité. Et rêve de prendre de l'altitude... «Je me verrais bien à la montagne, avec des chèvres, des moutons et mes carnets de dessins et mes crayons. J'ai envie de calme», note l'illustratrice assumant un côté casanier. «Je n'aime pas trop les voyages. L'idée de jouer les touristes. Et je souhaite aussi réduire mon empreinte carbone, précise encore celle qui redoute le noir. Je dors mieux quand l'obscurité n'est pas totale. Avec un peu de bruit...» Comme souvent dans les histoires pour petits et grands enfants qu'elle illumine de ses couleurs et de ses traits poétiques. Sa patte espiègle. L'enchantement au rendez-vous. ■

 A découvrir: adrienne.ch

 Une des planches de la *Drôle d'encyclopédie*.

DE BIAIS

Daniel Süri

JOUONS DE L'HÉLICON, PON, PON

Vue de l'extérieur, la Manip (Mission d'action novatrice de l'industrie privée) donnait l'impression de grands changements. Jehan Coupeur-Bailif avait pris une retraite (bien?) méritée et cultivait ses plates-bandes du côté de Jersey. Alain-Pierre Rochat-Rochat, dit AP2R avait retiré le capital de sa retraite pour aller ouvrir un gîte rural en Ardèche; Céka, alias Christos Konstantinopoulos, compte tenu de ses brillants résultats dans le marketing, avait été muté aux archives

et Hans Im Obersteg, dit HIO, allait bientôt poser son sac et ses outils. Apparemment inamovible et impassible, Ruedi Saurer avait, ô surprise, engagé deux nouvelles collaboratrices; l'une, responsable des ressources humaines (DRH), Carine Cordonnier-Cavin fut rapidement surnommée Triple C par le personnel, petit et grand, de la Manip. L'autre, Violaine Dufoyer, était chargée de remplacer Guido Fiffrel, désormais à la tête du département des marchés intérieurs. On ne sait si Cristina Córdula, la reine brésilienne du relooking, aurait trouvé ça «magnifique», mais, en façade au moins, la Manip était nettement plus pimpante. En interne, la routine l'emportait toutefois nettement. Ainsi, sous l'impulsion de Triple C, on avait remis au goût du jour la vieille pratique consistant à valoriser, dans les CV, les lignes mentionnant les hobbies des candidats et candidates. Le sport, bien sûr, avec un avantage pour le golf, bien que, depuis l'élection de Trump, les manieurs de clubs aient un peu perdu de leur aura. Les sports d'équipe

conservaient en revanche une bonne cote. Parce que le fait de jouer en équipe vous apprenait à travailler... en équipe. Comme ça fait un peu couillon de le dire ainsi, on parlait de team. Team building. Très tendance, le team building. Mais il n'y avait pas que le sport. Le volontariat aussi était bien noté, comme le yoga et les cours d'improvisation. En revanche, rien pour la couture ou l'origami. Un simple oubli, sans doute. Autre passe-temps favori bien vu: la pratique de la musique. Bon pas en solo, si possible, mais en groupe. Team building oblige encore. Mais aussi la pratique de l'écoute. Surprenant, hein: jouer dans une fanfare, un orchestre de rock ou un quatuor à cordes développe l'écoute. Alors ça, c'est incroyable, non? Heureusement qu'il y a des spécialistes des RH pour nous l'apprendre! Quand on joue à plusieurs, on essaie de jouer ensemble et, donc, on écoute les autres... Ah ben dis donc, y'en ont dans le ciboulot, ceux qu'ont trouvé ça. Non franchement, pfff... La classe, quoi, la toute grande classe. Faire de la musique développe l'écoute. On est scié, là.

Oh, je sais, d'indécrottables pinailleurs me diront qu'à l'écoute de certains groupes, on peut douter qu'ils jouent ensemble et s'écoulent mutuellement! Mais ce ne sont là que baves de crapauds qui n'atteignent pas la blanche colombe. Même le plus célèbre morceau silencieux de John Cage, «4,33», force à l'écoute, na! Une question se pose toutefois: est-ce que tous les instruments ont la même valeur dans cette ligne de CV? J'en doute. Est-ce que, véritablement, jouer des castagnettes équivaut à jouer du piano? Imaginons un entretien d'embauche où l'on vous demande: «A propos, vous avez écrit que vous jouiez dans un orchestre; de quel instrument, au fait?» Réponse: «Du triangle». Vous croyez sincèrement que l'on va s'exclamer: «Oh, comme c'est intéressant!» Pas vraiment, hein? Et encore le triangle, c'est presque banal. Mais pensez au joueur d'hélicon. «De quel instrument jouez-vous?» «De l'hélicon». Y a comme un malaise... Surtout si vous ajoutez une référence à la chanson du chanteur et joueur de mots loufoque Bob-

by Lapointe: «Eh bien, il y a ton ami Elie/Qui n'est pas très intelligent/Si tu veux va jouer avec lui/Non maman c'est pas ça l'vrai instrument/Moi je veux jouer de l'hélicon/Pon pon pon pon.» Pas sûr que l'embauche soit au bout du couplet... Mais il y a pire que l'hélicon. Si, si, si. «De quel instrument jouez-vous?» «Du cervelas». «C'est cela. Et moi de la saucisse au foie. Au revoir, monsieur, bien le bonjour chez vous!» Pourtant le cervelas existe bel et bien. C'est un instrument de la Renaissance et du baroque appelé aussi... basson de saucisse. On ne sort pas de la charcuterie. Et si vous vous demandez comment c'est fait, Wikipédia vous explique: «Le dernier cervelas baroque avait un alésage pseudo-conique en expansion et a été soufflé à travers une crosse enroulée insérée dans le haut de l'instrument. Un joint de cloche séparé est ajouté pour prolonger la longueur du tube.» Question employabilité, ce n'est pas gagné. Finalement, le golf, hein... ■

Papyrus fait sortir 1846 personnes de l'ombre

Le projet pilote genevois a pris fin, mais 1757 dossiers sont encore en examen. Les demandes de régularisation restent ouvertes même si les critères se durcissent



NEIL LABRADOR



Papyrus est le résultat d'années de mobilisation pour la régularisation des sans-papiers. Ici des manifestations nationales à Berne en 2001 et 2006. Si Genève a pris les devants, il reste du chemin à parcourir pour une solution à l'échelle du pays.

Textes Manon Todesco

L'opération Papyrus, lancée en février 2017, a officiellement pris fin le 31 décembre dernier. Elle aura permis de régulariser 1846 personnes, dont 365 familles (566 parents et 610 enfants), 14 couples sans enfants et 642 célibataires. Au total, 4 dossiers auront fait l'objet d'un refus et donc entraîné l'ouverture d'une procédure de renvoi. Des chiffres qui ne sont pas encore définitifs: en effet, les dossiers de quelque 1757 personnes sont encore en cours d'examen par l'Office cantonal de la population et des migrations (OCPM). D'après Mauro Poggia, conseiller d'Etat ayant repris le flambeau de Pierre Maudet sur ce projet, à terme, le nombre total de régularisations pourrait atteindre les 3500. Le bilan intermédiaire, qualifié par ce dernier de «positif» et présenté aux médias le 4 mars, sera donc complété par les chiffres définitifs à l'automne, période à laquelle le rapport final d'évaluation externe sera également rendu. «Nous pouvons aujourd'hui être satisfaits de ce projet qui a permis à ces personnes de sortir de la précarité, de retrouver une dignité et d'avoir de nouvelles perspectives, réagit l'élue MCG. Il s'agit également de sortir de cette hypocrisie et de faire apparaître au grand jour des gens dont tout le monde connaît l'existence.»

MISES EN CONFORMITÉ

Dans le détail, les chiffres montrent que, parmi les dossiers déjà traités par l'OCPM, 1194 ont aussi été examinés par l'OCIRT; 74% d'entre eux concernent l'économie domestique,

6% l'hôtellerie-restauration, 5% le bâtiment, notamment le second œuvre, le solde se répartissant dans d'autres branches. Rappelons que l'un des objectifs de Papyrus était bel et bien d'assainir des secteurs de l'économie particulièrement touchés par le travail au noir par le biais de mesures d'accompagnement. La cible de l'économie domestique s'est donc confirmée. Sur l'ensemble des dossiers d'emplois domestiques reçus par l'OCIRT, 21% ont fait l'objet d'une infraction, soit au respect du salaire minimum imposé par le contrat type de travail en vigueur, soit aux assurances sociales. Parmi ceux-ci, soit 97 dossiers, 75% des employeurs se sont mis en conformité et 21% sont en train de le faire. «Seuls 4% des patrons ont refusé de se mettre en conformité et ont fait l'objet d'une sanction, commente le magistrat. Il s'agissait sans doute d'une méconnaissance de ces obligations auxquelles la majorité s'est pliée sans problème.»

Par ailleurs, le phénomène d'appel d'air, très craint par les détracteurs de Papyrus, n'a pas eu lieu. «Les personnes régularisées ont conservé leur

activité professionnelle et n'ont pas émargé à l'aide sociale», confirme encore Mauro Poggia. Au contraire, le projet se montre bénéfique pour les finances de l'Etat, la masse salariale brute étant passée d'environ 52 millions de francs en 2016 à environ 73 millions en 2018. De même, le volume des charges sociales a gonflé de plus de 4,5 millions de francs en deux ans, passant approximativement de 10,9 à 15 millions de francs.

CRITÈRES MAINTENUS

Et maintenant, que va-t-il se passer? La question est sur toutes les lèvres. «Depuis le 1^{er} janvier 2019, d'entente avec les autorités fédérales et conformément au cadre légal en vigueur, les critères d'éligibilité à la régularisation des étrangers sans-papiers resteront pratiquement les mêmes, mais des efforts supplémentaires seront demandés», répond Mauro Poggia. Les candidats devront, comme sous Papyrus, justifier d'une durée de séjour de cinq à dix ans sans interruption, être indépendants financièrement, ne pas être endettés et ne pas avoir de condamna-

tion pénale. Par contre, l'inscription à un cours de français ne sera plus suffisante: il faudra attester du niveau A2 à l'oral. Quant aux preuves justifiant de la durée de séjour, elles pourraient se durcir. Concernant la procédure, elle reste la même, c'est-à-dire que le canton préavise la demande, puis la transmet au Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) pour approbation. De leur côté, les mesures d'accompagnement perdurent, notamment les contrôles ciblés du marché du travail dans les cas de suspicion de situations abusives et le dispositif Ménage Emploi (lire ci-dessous). Le formulaire d'annonce OCIRT sera, lui aussi, maintenu et continuera de permettre aux personnes travaillant dans l'économie domestique d'entreprendre les démarches de régularisation même en l'absence de soutien de leur employeur. «Nous n'avons pas de leçon à donner mais une expérience à capitaliser», souligne Thierry Apothéloz, conseiller d'Etat en charge de la cohésion sociale. Nous devons trouver une réponse pour ces gens.» Et son homologue de poursuivre: «Genève n'a pas toutes les

cartes en main et ne peut pas continuer à faire cavalier seul. Une réflexion au niveau national doit être menée.»

LA LUTTE CONTINUE

Ce qui est sûr, c'est que les associations d'aide aux sans-papiers et les syndicats, sur qui les candidats à la régularisation ont pu compter dans le cadre de l'opération Papyrus, vont continuer à mettre leur sérieux à disposition des étrangers éligibles. Pour Giulia Willig, qui a chapeauté le projet au sein d'Unia Genève, Papyrus est sans conteste un pas en avant. «Même si nous sommes encore loin de la régularisation de tous les sans-papiers à Genève, le résultat est positif. Et le fait que les critères restent quasiment les mêmes va permettre à l'OCPM mais aussi aux autres cantons de poursuivre le processus de régularisation.» ■

Permanences pour renseigner et aider à la constitution des dossiers de régularisation les mardis et jeudis de 17h à 19h au syndicat Unia, chemin Surinam 5, 1203 Genève.

SUCCÈS DE MÉNAGE EMPLOI

Parallèlement au lancement de Papyrus était inauguré Ménage Emploi, la bourse à l'emploi des travailleurs domestiques ouverte à toute la population genevoise. Pour rappel, l'objectif était de mettre en relation la main-d'œuvre locale avec les employeurs privés et faciliter un engagement dans le respect des conditions de travail en vigueur. Un an plus tard, ils sont 687 candidats à s'y être inscrits et 79 contrats ont été conclus, dont deux concernent des candidats Papyrus. «Cette bourse constitue aussi un filet de sécurité pour les potentiels travailleurs régularisés qui seraient mis à la porte par leur patron, explique Thierry Apothéloz. Mais ce dernier chiffre est rassurant dans le sens où il montre que les patrons ont joué le jeu: ils ont déclaré leur personnel et l'ont gardé.» ■

COMMUNIQUÉS

PATHÉTIQUE DÉCISION D'AUGMENTER LA FRANCHISE LAMAL

Pour diminuer les frais de santé payés par les assurances, les Chambres fédérales ont décidé de taxer plus les malades, les personnes âgées, les malades chroniques. Bel exploit... Aucune étude, aucune recherche, n'a pu prouver que le système de la franchise de base diminuait les coûts de la santé ou le nombre de visites médicales. C'est donc son abolition qui devait être décidée, car une franchise n'est pas compatible avec la solidarité dont se targue la LAMal. La Suisse, selon l'OCDE, est l'un des pays qui accablent le plus leurs citoyens en imposant leur participation aux frais de santé. Les ménages paient de leur poche 29,3% des coûts alors que la LAMal, assurance obligatoire, ne paie que 35,6%. Cela participe à la dérive qui impose que les malades paient toujours plus, au point même qu'ils renoncent parfois à se faire soigner. L'Avivo (Association suisse de défense et de détente des retraités) soutiendra le référendum qui sera lancé. ■ **Avivo suisse**

LIBRE-ÉCHANGE AVEC LA TURQUIE: UNE DÉCISION INCOMPRÉHENSIBLE

Le Conseil des Etats a approuvé le 4 mars l'accord «modernisé» de libre-échange entre l'Association européenne de libre-échange (AELE) et la Turquie. La Chambre des cantons suit ainsi l'avis du Conseil fédéral, qui veut renouveler l'accord en vigueur depuis 1992 et l'étoffer notamment d'un chapitre intitulé «Commerce et développement durable». Cet ajout vise à promouvoir le respect des droits humains, des droits des travailleurs et des travailleuses ainsi que les normes environnementales, ce qui est absolument louable en principe. Mais dans le cas de la Turquie, cela revient à affirmer que le régime de M. Erdogan respecte aujourd'hui déjà la totalité des droits humains et qu'il est prêt à continuer de le faire. Vu la situation actuelle en Turquie, cela ressemble à une mascarade. Même le Conseil fédéral, dans son message sur l'accord, s'exprime avec prudence: «Ces dernières années, la restriction des droits des citoyens, une vague de licenciements dans les organes de l'Etat et l'administration publique, le conflit interne au sud-est du pays et l'opération militaire de l'armée turque en Syrie ont dominé la situation politique en Turquie (...).» On peut trouver des faits concrets et préoccupants à ce sujet notamment dans le dernier rapport sur la Turquie du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme. Ratifier cet accord maintenant revient par conséquent à envoyer un signal complètement erroné et dangereux, comme l'Union syndicale suisse (USS) l'avait d'ailleurs déjà souligné en juin 2018 lors de sa signature. Il appartient désormais au Conseil national de ne pas donner son aval avant que la situation des droits humains ne s'améliore de façon conséquente et évidente. ■ **USS**

«La droite ne comprend pas la souffrance au travail»

La Commission de la sécurité sociale du National refuse de reconnaître le burn-out comme une maladie professionnelle

Jérôme Béguin

L'épuisement professionnel ne devrait pas être reconnu de sitôt comme une maladie professionnelle. Mi-février, la majorité de droite de la Commission de la sécurité sociale et de la santé du Conseil national a refusé en ce sens une initiative parlementaire de Mathias Reynard. Pour le socialiste valaisan, le burn-out n'est pris en charge que sous l'angle d'une dépression, ce qui ne recouvre pas la réalité du syndrome d'épuisement professionnel. Sa reconnaissance comme maladie professionnelle permettrait une meilleure prise en charge des patients, faciliterait la réinsertion professionnelle en contribuant à admettre socialement ce syndrome et permettrait de renforcer la prévention de son apparition. «On connaît tous quelqu'un qui a fait un burn-out, cela montre que le problème est

très vaste», indique Mathias Reynard à *L'Événement syndical*. Selon le «Job Stress Index 2018» de Promotion Santé Suisse, 30% des salariés se sentiraient épuisés, avec le risque qu'ils subissent un jour un burn-out.

OPPOSITION IDÉOLOGIQUE

Mais pour la majorité de la commission, une définition claire du syndrome n'a pas été formulée et il serait difficile de démontrer l'existence d'un lien de cause à effet entre l'activité professionnelle et un burn-out. «Ils sont en retard, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est mise d'accord sur une définition, rétorque le conseiller national. La définition même donnée par l'OMS est liée au travail. Quant à la multiplicité des facteurs, elle est déjà le cas pour les maladies reconnues.» La majorité estime aussi qu'il faut privilégier les programmes de prévention. «D'accord,

mais il faudrait présenter une contre-proposition. Là, on est face à une opposition politique, idéologique. La droite réduit le burn-out à un problème personnel parce qu'elle ne veut pas d'une reconnaissance officielle. Elle craint l'obligation d'annonce, qui ferait apparaître les moutons noirs.» Si le burn-out était une maladie professionnelle, le salaire et les frais de traitement seraient en effet pris en charge par l'assurance accident, qui pourrait investiguer sur les conditions de travail de l'entreprise. Le texte doit encore passer en plénière du Conseil national, mais le socialiste ne se fait guère d'illusion. «Ça sera balayé. La droite ne comprend pas la souffrance au travail. Dans tous les cas, je reviendrai avec autre chose. C'est la première fois d'ailleurs qu'on amène le sujet à Berne avec une proposition concrète.» ■



Le Syndicat.

Unia Transjurane Groupes locaux 2019

Pour nos membres et militant-e-s, les groupes locaux sont l'espace pour:

- **participer** et échanger expériences et idées;
- **proposer** des thèmes pour le débat et le travail syndical;
- **décider** les motions pour l'AD régionale (et nationale);
- **s'engager** et devenir délégué-e régional-e.

Groupe local Jura à Delémont
mercredi 3 avril 2019 à 19h00
ATEES - rue Quiquerez 76, Delémont

Groupe local Jura bernois à Tavannes
mardi 2 avril 2019 à 19h00
Restaurant le Central - route de Pierre Pertuis 1, Tavannes

Ordre du jour

- préparation AD régionale 9 mai. Propositions des membres;
- proposition nouveaux-elles délégué-e-s régionaux-ales;
- présentation et débat

Agir pour l'égalité
14 juin 2019: journée d'action et grève des femmes

Apéro convivial à la fin de l'assemblée.

Pour info T 0848 421 600 - transjurane@unia.ch

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
*Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch*

ÉDITEUR *L'Événement syndical
Syndicat Unia*

PRÉSIDENT *Aldo Ferrari*

RÉDACTRICE EN CHEF *Sylviane Herranz*

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR *Nicolas Jacot*

JOURNALISTES
*Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin*

COLLABORATEURS RÉGULIERS
*Evelyne Brun, Christophe Gallaz,
Ambroise Héritier, Freddy Landry,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald,
Daniel Sürli*

PHOTOGRAPHES
Neil Labrador, Thierry Porchet

ABONNEMENTS *39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch*

CONCEPTION & MISE EN PAGES
*Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin*

IMPRESSION
*Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 60371 exemplaires*



Le Syndicat.

Unia est le plus important Syndicat de Suisse. En tant qu'organisation dynamique et efficace comptant plus de 1'000 collaborateurs, nous donnons aux travailleuses et travailleurs une voix puissante et nous engageons pour des conditions de travail et des prestations équitables.

Pour renforcer notre équipe de la commission paritaire de Fribourg, nous sommes à la recherche d'un-e

Collaborateur-trice administratif-ive à 100%

Vos principales tâches seront les suivantes:

- Ouverture de procédures de contrôles du respect des CCT, analyse des pièces
- Prise de procès-verbaux lors des séances et organisation
- Rédaction de projets de décisions et de courriers
- Suivi administratif des dossiers, gestion des délais, convocations et classement
- Renseigner les différents acteurs sociaux et économiques sur les CCT
- Soutien administratif aux secrétaires des commissions paritaires
- Éventuelle suppléance en cas d'absence
- Divers travaux administratifs (statistiques, saisie, mise à jour, archivage, etc...)

Votre profil:

- CFC d'employé-e de commerce ou titre jugé équivalent
- Expérience professionnelle en gestion de dossiers, idéalement dans une étude d'avocats, fiduciaire ou assurance
- Intérêt pour le droit du travail, les assurances sociales et les CCT
- Aisance en rédaction française et excellente orthographe
- Sens de l'organisation, esprit d'initiative, proactivité, serviabilité, autonomie
- Capable d'assumer une importante charge de travail avec rigueur administrative
- Soucieux-se du respect de la confidentialité et de la neutralité
- Intérêt pour le monde syndical
- Bonne compréhension de l'allemand à l'oral et à l'écrit
- Excellente maîtrise des outils informatiques usuels

Entrée en fonction: de suite ou à convenir

Lieu de travail: Fribourg

Nous vous offrons l'opportunité de rejoindre un environnement de travail agréable et dynamique, dans lequel vous pourrez développer vos compétences professionnelles et votre personnalité. Nous disposons également de conditions sociales attractives.

En cas de questions sur le poste, n'hésitez pas à contacter
M. Schwab au 026 347 31 34.

Dossier complet, à l'attention du service des ressources humaines,
Unia Fribourg, Route des Arsenaux 15, 1705 Fribourg.

VOUS VOUS INTÉRESSEZ à l'actualité du monde du travail? **VOUS ÊTES SENSIBLES** aux enjeux sociaux, politiques et économiques qui lui sont liés? **VOUS SOUHAITEZ** une information à l'échelle romande, nationale et internationale? **ABONNEZ-VOUS**

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

Grâce à une parution hebdomadaire, *L'Événement syndical* suit de près l'évolution du monde du travail. Socialement engagé, il aborde les thèmes essentiels liés aux enjeux professionnels et économiques actuels, tels que les questions de santé et de pénibilité au travail, les grands mouvements de l'économie et leurs conséquences pour les salariés, ou encore les inégalités entre les femmes et les hommes. Il se fait aussi l'écho des luttes syndicales dans notre pays et à l'échelle internationale et propose un éclairage différent sur l'actualité.

☐ Je souscris un abonnement standard à *L'Événement syndical* (60 fr. par an)

☐ Je souscris un abonnement de soutien à *L'Événement syndical* (100 fr. par an)

☐ Je souhaite bénéficier de votre offre d'essai et recevoir gratuitement *L'Événement syndical* pendant 1 mois

Nom, prénom, adresse

Coupon à retourner à *L'Événement syndical* · place de la Riponne 4 · 1005 Lausanne
forum@evenement.ch · Tél. 021 321 14 60

WWW.EVENEMENT.CH



Lire et écrire. Cours pour adultes dans toute la Suisse romande. Sans jugement. Pour mieux participer à la vie. Pour être libre.

0840 47 47 47

Tarif local



UNIA NEUCHÂTEL

COURS PREVHOR GRATUITS

GRATUITÉ POUR LES MEMBRES, MÊME NOUVEAUX, TRAVAILLANT DANS UNE ENTREPRISE CONVENTIONNÉE DE L'HORLOGERIE.

- COURS DE MÉTROLOGIE & LECTURE DE PLANS
- COURS D'ANGLAIS
- COURS D'INFORMATIQUE

INSCRIPTIONS ET RENSEIGNEMENTS:
Francisco Pires · 032/729.22.63
francisco.pires@unia.ch

LE COURRIER

Votre abonnement, la garantie d'un média indépendant

Essai Web 2 mois: CHF 19.-



www.lecourrier.ch

LES HÉROS SONT PARMI NOUS

Deux courts métrages mettent en lumière des citoyens de Vevey et d'Yverdon-les-Bains, acteurs de la transition écologique, à leur échelle. Inspirant

Aline Andrey

Des Héros ordinaires. Le nom de l'association créée par Cinzia Sigg, Sylvie Dupraz et Sandrine Rollinet est aussi celui de leurs documentaires. Objectif: mettre en lumière des citoyens en transition, qui œuvrent à un monde plus écologique et plus solidaire. Le premier tournage s'est déroulé à Vevey dans le cadre de leur formation de conseillères en environnement, le second à Yverdon. «Dans cette période où la communication est intense, nous avons envie d'être un canal pour des personnes qui créent plein de choses formidables à leur échelle», relève Cinzia Sigg, inspirée comme beaucoup par le film *Demain* de Cyril Dion et Mélanie Laurent. «Avant celui-ci, les documentaires écologiques étaient catastrophistes. *Demain* a rendu espoir. Pour se mettre en action, on a besoin de positif», souligne Sandrine Rollinet. «Voir qu'un citoyen lambda transforme son mode de vie peut donner envie de se mettre en chemin.»

Sans grande théorie, ni discours moralisateur, ni leçon, le message se veut simple: «Tout le monde peut être un héros ordinaire.» Que ce soit en posant des panneaux solaires, en tendant vers le zéro déchets, en se lançant dans la permaculture, en créant une cantine bio pour les enfants ou un ukulélé avec une boîte à biscuits...

«Ce sont des personnes ni connues, ni professionnelles, ni politiciennes. Elles nous ressemblent. Si mon voisin peut le faire, moi aussi!» précise Sylvie Dupraz. Cette démarche permet également de relier des personnes d'horizons différents. «Quel que soit le domaine, ces héros nous rappellent que l'on peut faire du bien autour de soi. Notre vision est clairement humaniste», ajoute-t-elle.

EN RECHERCHE DE SENS

Toutes trois se sont rencontrées lors d'une formation continue en conseil en environnement. Leurs motivations? «Sauver le monde!» lance Cinzia Sigg, graphiste de métier. «Il y a encore un peu de travail», sourit la jeune femme qui fait sa part en consommant très peu, en privilégiant le bio, la nourriture végétale, la réparation plutôt que l'achat, et en limitant ses déchets... «Je voulais faire quelque chose pour la planète»,

ajoute Sylvie Dupraz, travailleuse sociale salariée et indépendante dans la gestion de projet. Tout comme elles, Sandrine Rollinet jongle avec plusieurs activités professionnelles et mandats. Infirmière de métier, puis infirmière-chef et cheffe de projet, elle propose du consulting dans plusieurs entreprises. «Je me suis lancée dans cette formation, car je recherchais du sens.» En 2017, en s'associant à la ville de Vevey, dans le cadre de l'Agenda 21, les trois étudiantes se lancent dans le tournage avec un réalisateur professionnel, Cesare Maglioni, pour les sept portraits vidéo (de trois minutes environ chacun), et une photographe, Sarah Vez, pour les huit portraits photographiques accompagnés de textes. Rebelote avec sept portraits d'Yverdonnois en 2018.

A chaque fois, femmes et hommes de tous âges et de toutes classes sociales présentent leur projet écologique. «Ces gens sont très différents, ce qui permet, on l'espère, à un maximum de spectateurs de s'identifier», note Sylvie Dupraz. Christian, par exemple, a transformé peu à peu la pension dont il est propriétaire pour rendre le bâtiment le plus solaire et le plus écologique possible. «Alors que c'est un domaine très technique et abstrait, il réussit à parler de l'énergie avec émotion», s'exclame Sandrine Rollinet, admirative.

«Jean-Marc, banquier à la retraite, offre son temps aux Jardins du cœur à Yverdon. Vice-président, il évoque devant la caméra que le métier de banquier peut amener à être décalé par rapport à la précarité», souligne Cinzia Sigg. Le parcours d'Erel, mère célibataire qui a co-créé UnYverSel, le système d'échanges (de services et de biens) local d'Yverdon, révèle aussi que les alternatives associatives et écologiques permettent de vivre mieux, également financièrement. «Ça valorise le temps, qui est le bien le plus précieux. Les hiérarchies entre les compétences disparaissent», ajoute Cinzia Sigg.

POUR LE CLIMAT

La première de leur court métrage *Héros ordinaires Yverdon-les-Bains* a eu lieu lors du festival AlternatYv à Yverdon-les-Bains en septembre 2018. Les trois héroïnes sont également intervenues dans un gymnase, ainsi que dans une maison de quartier à Nyon et vont

poursuivre dans des classes d'un centre professionnel. A terme, elles espèrent aller à la rencontre d'autres héros ordinaires dans d'autres villes, et toucher les entreprises. «La projection de nos films s'accompagne de discussions et de bonnes pratiques pour émettre moins de déchets ou trouver des moyens de les recycler», souligne Cinzia Sigg.

«Il s'agit de communiquer d'une manière qui ouvre les portes au lieu de renforcer les résistances. Il ne s'agit plus de dénoncer ou de culpabiliser, mais de montrer que le développement durable c'est du bon sens d'abord et une source d'économies. Comme nos grands-parents, on n'achète pas de fraises en hiver, car elles ne poussent pas à ce moment-là, explique Sandrine Rollinet. L'idée est d'accompagner au changement. Parfois il faut un peu de temps pour voir les bénéfices. C'est une évolution perpétuelle...» «... En fonction des connaissances de son temps. Par exemple, aujourd'hui, il est plus facile d'acheter bio et en vrac pour ne plus avoir d'emballage», précise Cinzia Sigg. Consommer moins mais mieux pourrait être la devise des trois écologistes. «L'attitude change au fil du temps. Réfléchir lorsque l'on achète, privilégier le seconde-main et respecter la nature, les animaux, soi-même, la planète, fait que je n'ai plus envie de m'acheter le nouveau smartphone dont les matières premières proviennent de régions où les travailleurs sont maltraités, ni des

vêtements fabriqués par des enfants! Le bonheur dans la sobriété est ici accessible à tout le monde. Ce n'est pas du sacrifice», explique Sylvie Dupraz. Cinzia Sigg: «Peu à peu, on lâche énormément de choses qu'on croyait être des besoins. Et l'on se rend compte qu'au contraire cela nous prenait de l'énergie et ne nous rendait pas meilleur.» ■

Projection de *Héros ordinaires, Yverdon-les-Bains* dans le cadre du Festival du film vert au cinéma d'Echallens, passage du Lion d'Or 4, le 23 mars à 10h. festivaldufilmvert.ch

Portraits des Héros ordinaires de Vevey et d'Yverdon-les-Bains: vimeo.com/herosordinaires



Ella-Mona, étudiante, a créé des œuvres d'art en matières recyclées.



Marylène, ici avec son fils, tend au zéro déchet.



Christian a installé des panneaux solaires sur le toit de sa pension à Vevey.



Jean-Marc, ancien banquier, est vice-président des Jardins du cœur à Yverdon-les Bains.



Sylvie Dupraz, Sandrine Rollinet et Cinzia Sigg (de gauche à droite) réunies au WWF à Lausanne, où elles se sont connues lors de leur formation de conseil en environnement.

POING LEVÉ

TOUS COBAYES?

Par Aline Andrey

Acouphènes, pertes d'attention, céphalées, vertiges, inflammations des yeux, dépression, tension nerveuse, fatigue chronique, maladies infectieuses, troubles du sommeil, infertilité... Autant de maux qui pourraient être liés aux ondes électromagnétiques des téléphones portables, du wifi, des micro-ondes et autres nouvelles technologies. Au point que l'Organisation mondiale de la santé avait classé les radiofréquences comme «cancérigènes possibles» en 2011 déjà. Huit ans plus tard, malgré les risques supposés et le flou persistant sur la relation de cause à effet du téléphone portable sur les tumeurs cancérogènes et autres maladies, la 5G (5^e génération du réseau sans fil) augure des temps encore plus difficiles pour les personnes électro-sensibles. Et nous tous assurément, même si les symptômes sont peut-être moins flagrants.

En vertu du principe de précaution, une demande de moratoire avait pourtant été signée déjà en 2017 par 170 scientifiques issus de 37 pays, qui stipulaient preuves à l'appui que «le déploiement de la 5G revient à mener des expériences sur les êtres humains et l'environnement, ce qui est considéré comme un crime en vertu du droit international». La Fédération des médecins suisses s'oppose également à l'augmentation de la puissance des antennes relais. Au Conseil des Etats, l'assouplissement des valeurs limites n'a heureusement pas été approuvé. Mais à une seule voix. Reste que ces valeurs – même plus strictes que dans l'Union européenne – poussent déjà bon nombre de personnes à se réfugier dans les rares zones blanches qui subsistent encore en Suisse... mais jusqu'à quand?

Pourquoi cette fuite en avant technologique et ultralibérale? Pour que tout aille encore plus vite (de l'ordre de quelques millisecondes!), pour connecter des objets dits «intelligents», des voitures autonomes, des drones, des robots, des frigos qui font la liste des courses... La 5G pourrait faire son entrée en Suisse, mondialement en tête, d'ici à la fin de l'année. Les enchères pour l'attribution des fréquences se sont terminées en février, avant même que le Conseil fédéral n'ait rendu son rapport attendu à la mi-2019 sur les risques et les outils nécessaires à l'instauration de ce réseau. Swisscom, Salt et Sunrise déboursèrent respectivement quelque 196 millions, 95 millions et 90 millions pour leur licence. Ce à quoi s'ajoute le coût des infrastructures. Swisscom prévoit ainsi d'investir 2,3 milliards de francs en vertu «de la compétitivité de la place économique suisse», s'applaudit son directeur général. Ce qui n'est pas comptabilisé: l'impact sur la santé des utilisateurs; sur les travailleurs, dans les pays du Sud, qui extraient les métaux rares essentiels aux objets interconnectés; et sur l'environnement et notamment la biodiversité. ■

Une pétition a été lancée en Suisse: change.org/p/pétition-contre-la-5g-et-ses-dangers-suisse-petizione-contro-i-pericoli-dei-5g-svizzera

Un Appel international a déjà récolté plus de 53 000 signatures dans 168 pays pour stopper la 5G: 5gspaceappeal.org

Plus d'informations sur: parler-partout.ch

EN AVANT VERS LA GRÈVE DES FEMMES, POUR L'ÉGALITÉ ET LE RESPECT!

Manifestations, rassemblements, actions. Le 8 mars a été coloré et revendicatif partout en Suisse. Le coup d'envoi de la grève des femmes a été donné et un appel national a été adopté le 10 mars

Sylviane Herranz

Des milliers de femmes se sont rassemblées le 8 mars partout en Suisse à l'occasion de la Journée internationale des femmes donnant ainsi le coup d'envoi à la campagne de mobilisation pour la grève du 14 juin prochain.

Les syndicats ont débuté ce jour-là leur campagne en vue de la grève. Unia a informé, dans les entreprises et dans la rue, sur sa revendication exigeant «du respect, du temps, de l'argent», qui exprime le ras-le-bol des femmes travailleuses face à la discrimination salariale persistante, au déséquilibre entre vie professionnelle et vie familiale, et aux attaques contre elles portées par des «politiciens réactionnaires». Le syndicat a ouvert un site de campagne (voir ci-dessous) sur lequel femmes et hommes solidaires peuvent dire pourquoi ils soutiennent ou feront la grève le 14 juin. Des témoignages personnels sur les discriminations subies peuvent aussi y être déposés. L'Union syndicale suisse (USS) a rappelé le soutien accordé par son congrès à la Grève des femmes du 14 juin, une grève qu'elle décline, concernant le monde du travail, sur trois axes: «Une revalorisation financière et sociétale du travail des femmes, plus

de temps et d'argent pour le travail de soin et d'assistance, et enfin du respect au travail plutôt que du sexisme.» Des exigences incluant des améliorations concrètes tant pour les activités rémunérées que pour les non rémunérées. L'USS a aussi inauguré son propre site consacré à la grève.

Les enseignants vaudois du Syndicat des services publics ont pour leur part appelé tous leurs collègues à se vêtir de rouge tous les vendredis jusqu'au 14 juin, rappelant que l'égalité n'est de loin pas acquise et que l'école a un rôle central à jouer pour la promouvoir. Du rouge en hommage au mouvement *Red for Ed* (rouge pour l'éducation) des enseignants américains luttant pour une école publique de qualité. D'autres actions se sont déroulées le 8 mars (voir notamment dans ces pages). A Sion par exemple, des rues ont été rebaptisées du nom de personnalités féminines, des placards vite arrachés par les forces de l'ordre, estimant qu'il s'agissait d'un affichage sauvage...

ASSISES FÉMINISTES

Les collectifs féministes et les syndicats se sont également retrouvés dimanche 10 mars à Bienne, pour des assises nationales. Plus de 500 femmes y ont participé, échangeant leurs expériences et discutant de la manière

de faire grève sur les lieux de travail et dans le domaine non rémunéré. Elles ont aussi adopté un appel national pour une grève féministe des femmes* le 14 juin 2019 (l'astérisque signifiant qu'il s'agit de toute personne n'étant pas un homme cisgenre). Un appel résumant les principales revendications allant de la reconnaissance du travail domestique à l'égalité salariale, en passant par la réduction du temps de travail, des assurances sociales garantissant des rentes dignes, sans hausse de l'âge de la retraite, la régularisation des femmes migrantes, la fin du sexisme et de la violence, la suppression des «taxes roses» et l'arrêt de toutes les discriminations. Un texte décliné en 17 points, dont le dernier précise: «C'est pourquoi, le 14 juin 2019, nous ferons la grève. La grève du travail rémunéré, la grève du travail domestique, la grève du prendre soins, la grève à l'école, la grève de la consommation. Pour que notre travail soit visible, pour que nos revendications soient entendues, pour que l'espace public soit à nous toutes!». ■

Plus d'informations:
Unia: <https://greve-des-femmes.ch>
USS: 14juin.ch
SSP: #encoleretantqu'ilfaudra
Appel national: www.grevefeministe2019.ch

Genève: Un 8 mars festif et international

Manon Todesco

Autout du lac, le goûter féministe solidaire et international a rassemblé jusqu'à 200 personnes sur le rond-point de Plainpalais, qui ont afflué entre 16h et 18h. Des femmes de tous les âges et de tous les milieux. Sur les stands, de quoi grignoter et boire un coup, entre la nombreuse documentation sur la grève féministe à venir le 14 juin. Des pancartes, aussi, qui trônent ici et là: «De retour à la maison, je veux être libre, pas courageuse». «Pourquoi devons-nous encore nous battre pour l'égalité en 2019?» ou encore «Mon travail invisible n'est pas reconnu, ça suffit!».

Des militantes féministes genevoises ont rappelé les chiffres indécentes des inégalités entre les sexes. Les hommes continuent de gagner 19,6% de plus que les femmes. Quant aux rentes, celles des femmes sont toujours en moyenne plus basses de 37%, taux qui monte à 63% si l'on prend en compte uni-

quement la LPP. «Les femmes n'ont toujours pas les mêmes chances que les hommes et, pour changer les choses, il faudrait baisser le temps de travail de chacun pour que les femmes, comme les hommes, puissent avoir du temps pour s'occuper des enfants et des aînés mais aussi avoir une vie sociale et associative plus riche.» Un coup de gueule également été poussé sur la place contre la commercialisation du 8 mars: «J'en ai ras le bol que les magasins utilisent cette journée pour pousser les femmes à acheter. C'est un jour de luttés pour nos droits, pas de consommation!».

AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Points forts du rassemblement, des communications ont été établies en direct avec des militantes dans plusieurs métropoles européennes. À Bruxelles, malgré l'agressivité des forces de l'ordre, la mobilisation a commencé dès 9h et s'est terminée par une grande marche à 17h. En Italie, à Turin, elles étaient plus de 500 en début de journée, puis plu-

sieurs milliers au départ de la manifestation. «Nous sommes allées bloquer une entreprise de fruits et légumes ce matin, raconte Valentinna au téléphone. Nous sommes très contentes de cette journée, l'esprit est très combatif. C'est important de se battre contre notre gouvernement qui est réac» et antiféministe.»

Du côté de Berlin, qui a fait cette année du 8 mars un jour férié, des grèves ont eu lieu, notamment dans les médias et la culture. «Nous étions 20 000 ce matin, rapporte Kirstin. C'est le début d'un grand mouvement féministe.» Enfin, en Espagne, une grève féministe a été proclamée pour la deuxième année consécutive, suivie par près de 6 millions de personnes. Plus de 1300 manifestations ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes dans tout le pays. «A Madrid, nous avons mis en place depuis 8h une radio féministe du 8 mars, raconte Rocio. Ensemble, nous sommes capables de tout faire, rien n'est impossible!» Toutes ces porte-paroles partagent les mêmes revendications, notamment l'égalité salariale, la fin des violences envers les femmes, la liberté sexuelle, le droit d'avorter mais aussi le soutien aux femmes sans-papiers et la volonté de prendre en main le combat écologique. Pour ce faire, elles ont mené une grève du travail productif, une grève étudiante, une grève du travail reproductif, des soins aux autres et de la consommation. Retour à Genève, où l'action a pris fin dans une ambiance festive, au rythme du chant révolutionnaire de *Bella Ciao*... ■



NEIL LABRODOR



NEIL LABRODOR

Premières et uniques assises nationales avant la grève du 14 juin: 500 femmes se sont retrouvées dimanche à Bienne pour échanger sur les moyens d'action, débattre avec des grévistes d'autres pays et adopter un appel national pour la grève.

Lausanne: 5000 femmes dans la rue!

Sylviane Herranz

De mémoire de Lausannoise, jamais le 8 mars n'avait vu affluer autant de monde dans la capitale vaudoise. Une mobilisation d'envergure, préfigurant celle à venir, le 14 juin prochain. Quelque 5000 femmes, accompagnées de nombreux hommes, ont défilé dans un long cortège revendicatif et bigarré entre la place Saint-Fran-

cois et la Riponne, en passant par la place Chauderon. «Pour nos droits et libertés. Toutes en grève le 14 juin», affichait la banderole de tête, derrière laquelle des slogans féministes, pour l'égalité, contre les discriminations, étaient scandés ou étalés sur des panneaux ou des bouts de carton, fustigeant tant le patriarcat que tous les préjugés ancrés dans la société. «Y en a assez, assez, des inégalités. Ensemble, ensemble il faut lutter!» «Ne changeons pas les femmes, changeons la société!» Dans une belle et bruyante détermination, la manifestation, composée également de nombreux jeunes, s'est époumonée dans les rues étroites de la ville. Devant le Palais de Rumine, une quinzaine de femmes se sont exprimées face à la foule, égrenant leurs revendications: des salaires égaux, mais aussi



SYLVIANE HERRANZ

vail et à la maison, etc. Une femme kurde a encore pris la parole, appelant à la solidarité avec celles qui sont au front contre Daesh, ou dans les prisons de Turquie. Et c'est dans un cri d'enthousiasme que cette solidarité avec les femmes kurdes et les femmes du monde entier s'est exprimée. Avant que ne retentisse de nouveau un des slogans forts du mouvement: «Grève, grève, grève, et mobilisation, c'est ça, c'est ça la solution». Et les organisatrices de donner rendez-vous le 14 juin pour dire: «Quand les femmes s'arrêtent, tout s'arrête!». ■

La journée du 8 mars a commencé tôt pour Marie-Hélène Thies, responsable du groupe d'intérêt femmes d'Unia Transjurane, avec une distribution du journal *08 Minutes* dès 6h30 à la gare de Delémont. Après quoi, avec d'autres syndicalistes, elle a fait la tournée des magasins pour distribuer des tracts sur la grève du 14 juin aux vendeuses. Accompagnée de Rébecca Lena, responsable RH et formation d'Unia Transjurane, nous l'avons suivie chez Manor, où nous avons pu constater le bon accueil offert par les travailleuses à la démarche. Peu de salariées étaient au courant qu'une grève se prépare. «On va réserver la date du 14 juin», a promis l'une des employées. «Il reste beaucoup de travail à faire», admet Marie-Hélène Thies.

Unia Transjurane avait déposé le 8 mars 2018 son initiative cantonale «Egalité salariale? Concrétisons!» visant à matérialiser la parité des rémunérations. L'initiative est rédigée en termes généraux et le Parlement jurassien a pour tâche d'élaborer



Delémont: «On va réserver la date du 14 juin»

Le texte. Le canton atteint un haut niveau de différences salariales, 23%, soit cinq points de plus que la moyenne nationale. «Dans le Jura, l'écart des salaires entre les hommes et les femmes est de 1000 francs», souligne la secrétaire syndicale. «Devons-nous arrêter de faire des bébés pour avoir l'égalité?» La banderole ornant un stand d'Unia installé par la suite sur la place de la Gare avait de quoi interloquer. Malheureusement, il n'y avait pas grand-monde dans les rues de Delémont et le vent soufflant de la vallée de la Sorne n'invitait pas à s'attarder. Jusqu'à ce qu'une bourrasque finisse par avoir raison de la tente syndicale, renversée. Mais pas de la détermination des syndicalistes. Le soir même, le Collectif jurassien pour la grève s'est constitué en association. «Nous sommes 200, dont de nombreux jeunes», se félicite Marie-Hélène Thies. Le 14 juin, les grévistes se retrouveront sur cette place de la Gare pour le départ de la manifestation. ■ Jérôme Béguin

Fribourg: Toutes et tous ensemble vers le 14 juin

A Bulle et à Fribourg (photo), des actions de rue ont été organisées dès midi le 8 mars pour sensibiliser et informer la population. La mobilisation s'est poursuivie avec un rassemblement en fin d'après-midi dans la capitale pour célébrer cette Journée internationale pour les droits et les libertés des femmes. Et appeler à s'engager «toutes et tous ensemble vers la grève des femmes le 14 juin 2019». ■ SH



NEIL LABRODOR

Neuchâtel: «Le collectif donne du courage aux femmes»

Jérôme Béguin

Neuchâtel, à l'appel du Collectif pour la grève féministe, plus de cent personnes se sont rassemblées devant la fontaine de la Justice. Autour d'un «goûter de l'égalité» constitué de pâtisseries maison, le public a pu assister à un petit spectacle de rue donné par une quinzaine de militantes habillées d'un tablier fuchsia. L'occasion de présenter sur des panneaux les revendications du collectif: «partager les tâches; travailler moins, vivre mieux; des sanctions pour qui ne respecte pas la Loi sur l'égalité; un plan national de lutte contre les violences sexistes; un droit d'asile pour toute personne victime de violences sexuelles; des postes et des prix attribués aux femmes autant qu'aux hommes; des profs formés à enseigner l'égalité...» Brandissant des tubes et des broches d'aspirateur, elles ont martelé en chœur: «Nous voulons vivre dans une société so-li-daire!»

Parmi les militantes-comédiennes, Yvette Glardon, ancienne employée de bureau dans l'industrie mécanique et membre d'Unia. «Je suis là pour crier dans la rue tout ce qui ne va pas et il y a beaucoup de choses qui ne vont pas!» explique-t-elle à *L'Événement syndical* en citant les factures à payer, «le personnel qui diminue sur les lieux de travail» ou encore «le temps et l'énergie pour accomplir le travail de care». «Il faut remettre l'église au milieu du village. Il faut que les jeunes se mobilisent. On n'obtiendra peut-être pas tout ce qu'on demande, mais on gagnera tout de même quelque chose.»

Les Jeunes socialistes neuchâtelois, eux, sont déjà mobilisés. Ils ont affublé la statue de David de Pury d'un tablier portant la mention «Le travail ménager, c'est aussi du travail». «Aujourd'hui encore, selon l'Office fédéral de la statistique, les femmes s'occupent seules des tâches ménagères dans 70% des couples», soulignent-ils dans un communiqué. «Cette situation est intolérable, d'autant plus qu'elle va de pair avec bien d'autres inégalités: les femmes occupent plus souvent des postes à temps partiel, moins bien rémunérés et précaires», précise Pauline Schneider, coprésidente des JS neuchâteloises. «Les femmes gagnent moins que les hommes alors qu'elles travaillent plus», résume Martine Docourt, coprésidente des Femmes so-

cialistes suisses et, par ailleurs, candidate au Conseil des Etats, qui estime que le mouvement féministe doit se montrer «actif sur le travail non rémunéré».

«LE PARLEMENT SE FICHE DE NOUS»

«Nous avons essayé d'obtenir une modification de la Loi fédérale sur l'égalité et c'est du pipi de chat qui est sorti du Parlement, qui se fiche de nous», avait lancé pour ouvrir la manifestation la secrétaire régionale d'Unia Neuchâtel, Catherine Laubscher. «La nouvelle loi va tout de même permettre de sensibiliser les entreprises aux inégalités, mais elle ne concernera que les entreprises de plus de cent employés, ce n'est pas suffisant puisque les dernières statistiques montrent qu'il y a plus d'infractions dans les petites sociétés. Et il faut aussi prévoir des sanctions», relève Martine Docourt.

«C'est fou de devoir faire pression sur le Parlement, qui s'assoit sur la Constitution fédérale. Mais on sent que les femmes ne lâcheront pas. Le 14 juin sera une journée d'action et de luttés. Celles qui pourront débayer, débayeront. Le but est que chacune trouve la créativité de faire quelque chose sur sa place de travail», indique Catherine Laubscher. La syndicaliste se dit touchée par ces jeunes féministes, «qui sont fières de ce qualificatif», et qui portent le collectif neuchâtelois. «Le collectif donne du courage aux femmes. C'est un mouvement qui fait du bien à tous les autres, notamment au mouvement syndical, parce qu'il incarne la persévérance et la créativité.» Le 8 mars neuchâtelois s'est poursuivi à La Chaux-de-Fonds avec un apéro sur la place de la Gare puis une soirée au Bikini Test. ■



NEIL LABRODOR



THEBBY PORCHET

LA LIBERTÉ CONTRE LE FASCISME, OU L'HISTOIRE DES ITALIENS DE LAUSANNE

Sylviane Herranz

De la lutte antifasciste, à la défense des migrants actuels, en passant par le combat pour les droits et l'intégration des immigrés. C'est le long chemin parcouru par la *Colonia libera italiana* de Lausanne qui fête ses 75 ans. Depuis hier et jusqu'au 27 mars, une exposition, avec photos, extraits de films et autres documents, célèbre cet anniversaire et témoigne d'une histoire marquée d'expériences douloureuses, mais d'une extraordinaire solidarité entre les membres de la Colonie libre italienne (CLI). Pourquoi, d'ailleurs, «colonie libre»? «Au milieu des années 1920, à Genève, Zurich ou Bâle, des groupes d'immigrés et des militants socialistes et communistes fuyant le régime de Mussolini s'organisent contre le fascisme qui s'installe en Italie. Il existait déjà des cercles italiens à l'étranger que la dictature tentait de contrôler. Les colonies se sont nommées "libère" pour se positionner contre l'autoritarisme et dire: "Nous sommes antifascistes et libres".» C'est avec passion que Gianfranco Gazzola, bientôt 73 ans, raconte l'histoire de ces *Colonie libere italiane*, lui qui a présidé celle de Lausanne de 1979 à 1984. C'est le hasard de la vie et de l'amour qui amène cet enseignant à s'installer dans notre pays en 1973. Depuis, il a prêté sa voix à tous les sans-voix de l'immigration italienne, à tous ces saisonniers exploités et sans droit.

RÉSISTANTS PUIS SAISONNIERS

A Lausanne, la colonie libre est créée en 1943. En Italie, Mussolini est destitué cette année-là, mais l'Allemagne le libère et il revient au pouvoir en Italie du Nord. La résistance s'organise. «En Suisse, tous s'activent pour y contribuer et pour accueillir les réfugiés italiens. Il y en a eu énormément. Il y avait des camps de réfugiés tout autour de Lausanne.» En novembre 1943, les dix colonies libres de Suisse se constituent en Fédération. «A l'époque, les activités des colonies étaient tolérées, mais les autorités n'étaient pas tendres avec elles. Même si on peut être reconnaissant pour l'accueil des nombreux réfugiés», indique Gianfranco Gazzola. Vers 1948-1950, l'activité des colonies diminue en raison du retour des réfugiés en Italie. Elle sera relancée dès le début des années 1960. «Les colonies libres gardent leur esprit antifasciste, de défense des travailleurs, pour la justice sociale. Elles deviennent aussi un lieu de rencontre, où on pouvait parler italien, jouer aux cartes et obtenir du soutien pour des démarches administratives ou pour contacter le syndicat. Il y avait surtout des hommes, des saisonniers.»

DROITS POLITIQUES

C'est le temps des initiatives Schwarzenbach «contre la surpopulation étrangère», finalement refusées. «Elles ont fait beaucoup de mal, créé un climat

Créée en 1943, la Colonie libre italienne fête ses 75 ans avec une exposition



de peur qui a fait partir environ 200 000 personnes. Durant cette période, nous nous sommes battus contre toutes les discriminations, contre le statut de saisonnier et les conditions sur la préférence des travailleurs indigènes.» Autre lutte engagée lors de sa présidence de la CLI de Lausanne: celle des droits politiques. «En 1979, avec l'Association des travailleurs espagnols émigrés en Suisse (Atees), nous avons lancé une pétition nationale pour le droit de vote aux niveaux communal et cantonal. C'est parti de notre canton, et Vaud est le premier à avoir concédé le droit de vote et celui d'éligibilité en 2003 au niveau communal.»

SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANTS D'AUJOURD'HUI

Autre combat de la colonie lausannoise: celui de l'intégration. «Nous agissions pour l'intégration de l'ensemble des étrangers et pour les droits de tous les travailleurs, c'est un point d'honneur. A l'époque, on était très politisé, ce qui est beaucoup moins le cas aujourd'hui», souligne Gianfranco Gazzola, qui a fait ses armes au PCI, le Parti communiste italien, et milite au PS. Alors que les Italiens venus dans les années 1960 se sont bien intégrés, une nouvelle vague de jeunes surdiplômés, beaucoup ne parlant pas français, est arrivée. C'est vers elle que la colo-

nie libre se tourne afin de poursuivre le chemin de l'entraide et de la solidarité. Car le souffle premier est toujours là. «Nous luttons contre toute forme de populisme de droite, de racisme, de discrimination. Par exemple, avec la Fédération des colonies libres, nous avons mené dernièrement des actions en Italie pour faire entendre notre expérience d'immigrés ayant vécu le départ et l'arrivée dans un autre pays, pour appeler nos compatriotes à plus d'ouverture et d'humanité envers les migrants atteignant l'Italie aujourd'hui. D'où l'image de notre affiche du 75^e anniversaire.» Sur cette dernière, un face-à-face poignant entre un saisonnier italien et un migrant africain... ■

Exposition au Forum de l'Hôtel de Ville de Lausanne: place de la Palud 2, jusqu'au mercredi 27 mars. Ouverture: tous les jours sauf le dimanche de 10h à 18h.

Pendant la semaine: danses, musique, chansons, dégustations, produits italiens.

Conférences-débats:

Samedi 16 mars à 10h: «Histoire des Colonies libres italiennes en Suisse et à Lausanne», avec Toni Ricciardi, auteur d'un livre sur le sujet; Morena La Barba, auteure de *La migration italienne dans la Suisse d'après-guerre*, et Giuseppe Fonte, auteur de *L'intégration des immigrés italiens à Lausanne, un modèle de réussite?*

Samedi 23 mars à 10h: «Immigration et droits humains», avec Rebecca Ruiz, conseillère nationale; Sandro Cattacin, professeur; Cyrielle Huguenot, Amnesty International, et Tidiane Diouwara, directeur du Cipina.

AGENDA UNIA

FRIBOURG

DÉCLARATION D'IMPÔTS FRIBOURG ET VAUD

Fort d'une expérience fiscale de plus de 20 ans, notre équipe vous propose, cette année encore, notre service fiscal pour le remplissage de votre feuille d'impôts.

La formule est simple:

- Vous nous contactez directement au numéro indiqué ci-dessous.
- Nous vous donnons un rendez-vous pour l'endroit de votre choix.
- Nouveau:** Nous remplissons aussi par correspondance.

Fribourg

- Café du Lavapesson, route de la Chenevière 3, 1763 Granges-Paccot. **Le vendredi 15 mars.**
- Secrétariat Unia, route des Arsenaux 15. 1700 Fribourg. **Le samedi matin du 16 mars.**

Bulle

- Les Halles, rue de la promenade 44, 1630 Bulle. **Le mercredi 13 mars et le mardi 19 mars.**

Lausanne

- CPO, chemin du Beau-Rivage 2, 1006 Lausanne.

Prix: Feuille simple/locataire/maximum 5 titres: Non membre: 80 fr. Membre: 50 fr. **. Feuille propriétaire/locataire dès 6 titres: Non membre: 100 fr. Membre: 70 fr. **.

** Sur présentation de la carte de membre

Prenez rendez-vous au 077 494 70 51, les lundis, mercredis et jeudis de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30.

GENÈVE

SÉANCE

Assemblée générale du gros œuvre: vendredi 15 mars à 19h.

PERMANENCE PAPYRUS

Horaires: mardi et jeudi de 16h à 19h. La séance et la permanence ont lieu au syndicat.

DÉCLARATION D'IMPÔTS

Cette année encore, nous sommes à la disposition de nos membres, **jusqu'au 29 mars**, pour remplir les déclaration d'impôts 2018.

Afin de fixer un rendez-vous, et si vous êtes déjà en possession de toutes les pièces nécessaires, vous pouvez nous téléphoner au: **022 949 12 65, uniquement de 9h à 12h sauf le lundi matin, jusqu'au 15 mars.** En dehors de ces jours et horaires, aucun appel ne sera pris. Vous pouvez également vous présenter à nos bureaux les mêmes jours aux mêmes heures.

Nous vous prions de bien vouloir noter votre rendez-vous, aucune confirmation ne sera envoyée.

Tarifs par déclaration:

- Membres Unia: 49 fr.
- Couple (membre syndiqué, conjoint non syndiqué): 59 fr.

- Enfants ou parents d'un membre: 79 fr.
- Enfants des membres qui ont un salaire inférieur à 15 000 fr.: 10 fr.
- Autodéclaration relative à la fortune pour les personnes: 30 fr.**

La liste des documents à apporter est disponible auprès du secrétariat Unia et sur notre site internet: <http://geneve.unia.ch>

Veuillez noter que les photocopies des justificatifs doivent être faites au préalable par vos soins. Aucun document original ne vous sera retourné.

NEUCHÂTEL

CAISSE DE CHÔMAGE

Invitation à une information sur l'assurance chômage dans les locaux d'Unia:

La Chaux-de-Fonds: le jeudi 21 mars à 16h.
Neuchâtel: le mardi 19 mars à 16h.

DÉCLARATION D'IMPÔTS

Sections: Le Locle, Val-de-Travers, Neuchâtel
Comme chaque année, nous sommes prêts à vous aider à remplir votre déclaration d'impôts. Merci de vous référer à ce qui suit:

Le Locle

Vous pouvez sans autre passer au secrétariat **le vendredi 15 mars de 13h30 à 19h.**

Val-de-Travers

Vous pouvez passer au secrétariat de Fleurier **le vendredi matin de 9h30 à 12h** auprès de **Mme Brigitte Vermot** muni de votre déclaration ainsi que de tous les documents adéquats. Votre dossier sera traité à Neuchâtel.

Neuchâtel

Vous pouvez passer auprès de notre secrétariat **dès le lundi 28 janvier aux horaires habituels d'ouverture des bureaux afin de déposer vos documents.**

Un spécialiste des impôts sera présent, chaque mardi, dès le 5 février et ceci jusqu'au 26 mars de 9h à 12h et de 13h30 à 18h.

Merci de respecter cet horaire. Ce service est rendu **uniquement** aux membres d'Unia en ordre avec leurs cotisations. Nous ne remplissons pas les déclarations d'autres membres de la famille non-affiliés.

Attention:

Afin de couvrir une partie des frais en personnel externe qui doit être engagé pour cette campagne d'établissement de déclarations d'impôts nous nous permettrons de vous demander une petite contribution financière:

- Actifs: 30 fr.
- Retraités, AI, étudiants/apprentis: 10 fr.
- Prestations complémentaires, membre à l'action sociale: gratuité. Cependant, en cas de déclaration complexe, nous nous réservons le droit de facturer un supplément.

La liste des documents nécessaires pour l'établissement de votre déclaration d'impôts

est disponible auprès de votre secrétariat Unia.

GROUPE TABAC

Rappel: Assemblée générale le 16 mars

Tous les salariés concernés sont cordialement invités, ainsi que leurs conjoints, à participer à l'assemblée générale de la branche tabac Philip Morris Products du syndicat Unia région Neuchâtel. Elle aura lieu le **samedi 16 mars à 18h** au Centre de Loisirs à Cortaillod.
Ordre du jour: 1. Accueil, salutations et présentation des invités. 2. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale 2018. 3. Rapport d'activité du comité syndical. 4. Présentation et adoption des comptes du groupe Tabac Unia région Neuchâtel. 5. Renouvellement du comité. 6. Convention collective de travail PMP SA. 7. Reconnaissance des jubilaires. 8. Divers. Cette assemblée sera suivie d'un repas offert par la branche tabac Unia Neuchâtel. Renseignements: derya.dursun@unia.ch

LA CHAUX-DE-FONDS

GROUPE DES RETRAITÉS

Le traditionnel match au loto des retraités se tiendra le **mercredi 20 mars à 14h** au restaurant Piscine-Patinoire.

Prière de s'inscrire auprès du président au 032 968 63 08 ou au 079 385 37 55.

Les membres et leurs amis sont cordialement invités et, comme d'habitude, merci d'apporter un ou plusieurs lots.

Didier Gigon, président

TRANSJURANE

PROGRAMME D'ACTIVITÉS

- 14 mars** - Comité romand, Lausanne. Représentants: Denis, Raffaele, Robert et Paulette.
- 11 avril** - Après-midi jeux et rencontres à 14h. Bocciodrome de Corgémont. Org. groupe Jura bernois.
- 22 mai** - Comité des retraités à 14h. Restaurant à Moutier. Org. région.
- 16 mai** - Siky Ranch. Crémines. Org. groupe Jura bernois.
- 7 juin** - Journée pétanque. Delémont. Org. région.
- 20 juin** - Pique-nique. Lieu à définir. Org. groupe Jura bernois.
- 13 juin** - Comité romand. Lausanne. Représentants: Denis, Raffaele, Robert et Paulette.
- 4 septembre** - Comité des retraités à 14h. Restaurant à Porrentruy. Org. région.
- 12 septembre** - Sortie annuelle. Lieu à définir. Org. région.
- 19 septembre** - Dîner friture de sandre. Cabanes des Pêcheurs à Frinvilier. Org. groupe Jura bernois.
- 10 octobre** - Comité romand. Lausanne. Représentants: Denis, Raffaele, Robert et Paulette.
- 17 octobre** - Sortie automnale. A définir. Org. groupe Jura bernois.
- 13 novembre** - Saint-Martin. Restaurant de la Cigogne à Miécourt. Org. Ajoie.

21 novembre - Assemblée du groupe et dîner à 11h. Bocciodrome de Corgémont. Org. groupe Jura bernois.

27 novembre - Comité et assemblée générale des retraités. Restaurant du Jura, Bassecourt. Org. région.

VALAIS

VALAIS CENTRAL

ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉS

L'assemblée des délégués de la section du Valais central aura lieu le **27 mars à 19h au restaurant de l'aéroport à Sion.**

Les membres de la section intéressés à y prendre part, peuvent s'annoncer auprès de francine.zufferey@unia.ch.

Ordre du jour: 1. Bienvenue et liste des présences. 2. Rapport 2018 de la section. 3. Changement d'organisation structurel Unia Valais. 4. Grève des femmes 2019. 5. Divers. A la fin de la séance, le collègue Jeanny Morard, secrétaire de la région Valais présentera un input sur le thème «Construction: la retraite anticipée en Valais».

VAUD

LAUSANNE

GROUPE DES RETRAITÉS Assemblée générale

Tous les membres retraités de la section de la Lausanne sont invités à l'assemblée générale statutaire du groupe qui se tiendra le: **Mardi 2 avril à 14h30** au secrétariat Unia de Lausanne, place de la Riponne 4, salle de conférence du 2^e étage. A l'ordre du jour, nous discuterons notamment du renouvellement du comité. En espérant vous voir nombreux, *Le président, Luigi Gilardoni*

NORD VAUDOIS

DÉCLARATION D'IMPÔTS

Unia Nord vaudois vous aide à remplir votre déclaration d'impôts (citoyens suisses et permis C). Rendez-vous au secrétariat, av. Haldimand 23, à Yverdon-les-Bains à la date suivante: **samedi 16 mars de 9h à 11h.** La liste des documents nécessaires est disponible auprès du secrétariat. **Le prix est fixé à 50 fr. pour chacun.**

PERMANENCE DE VALLORBE

Ouverture

Le syndicat Unia répond à vos questions tous les mardis de 16h à 18h lors de sa permanence syndicale. La permanence s'adresse en particulier aux travailleuses et travailleurs de l'industrie. Contact: Syndicat Unia, Grand Rue 9, 1337 Vallorbe 0848 606 606.

BRÈVE

LAUSANNE: LES INÉGALITÉS AU TRAVAIL

Dimanche 17 mars, Unia Vaud organise à Lausanne la projection du film *Bread and Roses* du réalisateur Ken Loach qui retrace une lutte syndicale d'importance. Cette projection sera suivie d'un atelier participatif sur les inégalités au travail (salaires plus bas, harcèlements, etc.) et sur la manière d'y remédier. L'objectif: «Dépasser le ras-le-bol pour entamer collectivement une réflexion constructive» afin d'atteindre l'égalité entre femmes et hommes. Une militante, Céline Zoetowei, interviendra pour témoigner de son licenciement à son retour de congé maternité après dix ans de travail dans la même entreprise. «Avec Unia, elle s'est battue pour faire valoir ses droits et faire reconnaître la nature discriminatoire de son licenciement. Elle vient partager avec nous sa lutte pour la dignité et contre l'impunité des entreprises qui licencient trop facilement les jeunes mamans», indique l'invitation d'Unia. Livia Bouvier, spécialiste de l'éducation aux Droits humains et des méthodologies participatives dans la formation sera également présente. Cet après-midi de rencontre sera aussi l'occasion d'échanger et de préparer la mobilisation féministe du 14 juin. ■ **AA**

Dimanche 17 mars, dès 14h30. Projection à 15h. Atelier participatif à 17h. Le Romandie, place de l'Europe 1a, Lausanne (entrée libre). Pour des questions d'organisation, merci de confirmer votre présence par sms au 079 436 37 99 en indiquant: nom + «17 mars».

COURRIER

L'ÉGALITÉ FAIT PARTIE DE NOTRE HUMANITÉ

De nos jours, c'est un comble dans un pays riche, notre pays la Suisse, où l'on parle quotidiennement d'égalité, l'égalité – salariale en particulier – recule, et ce malgré la Constitution fédérale et la Loi sur l'égalité (Leg). De ce fait, c'est toute l'égalité qui en souffre; c'est l'oubli de nourrir le sentiment de justice qui doit vivre en chaque être humain. La justice nourrie à l'égalité doit grandir en chacun de nous, pour établir l'équilibre social, digne d'une société qui se veut démocratique. Cet équilibre, basé sur la justice entre tous les individus, est un besoin fondamental, pour que nos vies soient dignes d'avoir un sens. Un sens, pour que la vie de chacun de nous puisse se réaliser pleinement. Cela, pour que la société humaine puisse progresser, vers un avenir radieux pour tous. L'égalité salariale est un premier pas, mais cela ne suffit pas. Pour que l'égalité pour tous soit pleinement vécue, n'oublions pas les humains qui font partie des minorités, dont certains sont vulnérables. La justice pour tous n'est pas et ne sera jamais un concept, mais doit devenir une réalité tangible. Ignorer l'égalité est une ignominie contre l'humanité, notre humanité, parce que nous voulons une société empreinte de justice pour tous! ■ **Thierry Cortat, membre d'Unia Transjurane**

Les soignants exigent vingt postes de plus

Le personnel des urgences pédiatriques des HUG est entré en lutte le 2 mars pour dénoncer le manque chronique d'effectifs et l'immobilisme de la direction

Textes Manon Todesco

Rassemblés le 6 mars devant l'entrée des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), une vingtaine de soignants du Service d'accueil et d'urgences pédiatriques (SAUP) ont manifesté leur colère, mais aussi leur inquiétude. En effet, face aux sous-effectifs de personnel dans ce service, et donc à la pression et à l'épuisement des employés qui en découlent, les conditions ne permettent pas d'assurer correctement les prestations à la population et mettent en danger la vie des enfants.

«Ces dernières années, les chiffres ont montré qu'il y avait eu une augmentation de l'activité, et en parallèle, une diminution de la dotation en personnel, souligne Sabine Furrer, secrétaire syndicale au Syndicat des services publics (SSP). C'est une aberration!» Mobilisés depuis le 14 février, ils revendiquent la création de vingt postes fixes pour que le service puisse fonctionner correctement, à savoir huit postes d'infirmiers, six d'assistants en soins et santé communautaire (ASSC) et six d'aides-soignants. Mais face au refus de la direction d'entrer en matière, les travailleurs

ont décidé de mettre en place des mesures de lutte depuis le 2 mars. «Ils ont cessé tout acte n'ayant pas de lien direct avec les soins aux enfants», informe la syndicaliste. Concrètement, tout le travail administratif a été suspendu, notamment la facturation des soins infirmiers et des médicaments. De même, ils ont cessé d'offrir aux HUG des heures travaillées non comptabilisées. «La direction des HUG a répondu par des menaces de sanctions, déplore Sabine Furrer. Cela dit, à aucun moment elle ne s'est inquiétée de la sécurité des enfants, la priorité restant le rendement et les bénéfices. Les HUG oublient qu'ils incarnent un service public, et c'est désolant.» Et David Andenmatten, du groupe SSP-HUG, de rajouter: «Le Grand Conseil genevois a voté un budget supplémentaire de 8 millions de francs pour engager du personnel aux HUG, et pourtant, l'enveloppe a été utilisée pour financer les annuités des fonctionnaires. Et d'un autre côté, les HUG dépensent chaque année 50 millions de francs pour engager du personnel intérimaire qui n'est pas formé.» ■



Le personnel des urgences pédiatriques de l'hôpital cantonal de Genève n'en peut plus. Le travail augmente et le nombre de soignants diminue, laissant courir de grands risques pour la santé des enfants. Après plusieurs jours de lutte, les soignants, ici lors d'une conférence de presse à l'entrée de HUG le 6 mars, ont obtenu huit postes supplémentaires. Un premier pas.

LA DIRECTION LÂCHE HUIT POSTES

Le 7 mars, la direction des HUG recevait le SSP et une délégation du personnel, dans une ambiance «très tendue», d'après Sabine Furrer. A cette occasion, elle a annoncé la dotation aux urgences pédiatriques de huit postes supplémentaires en contrat à durée indéterminée (CDI). Le type de postes sera connu cette semaine.

«Même si cela reste insuffisant, c'est une victoire d'étape», réagit la secrétaire syndicale. Une assemblée générale du personnel doit avoir lieu aujourd'hui, 13 mars. Elle décidera de la suite du mouvement. ■

TÉMOIGNAGE

*Prénom d'emprunt

«C'EST L'USINE»

MARIE-PRUNE* ET SES COLLÈGUES

«Nous tirons la sonnette d'alarme depuis deux ans, moment où nous avons clairement senti une dégradation. Tout le monde s'accorde à dire que le nombre de consultations augmente et que la complexité des soins et des prises en charge aussi, mais le personnel ne cesse de diminuer. Nous sommes à bout de nerfs: nous n'arrivons pas systématiquement à prendre nos pauses (30 + 15 minutes par service de 8 heures, *ndlr*), même pas

à aller aux toilettes parfois! Hier soir, une infirmière de nuit s'est fait agresser par des parents car il y avait 7 heures d'attente. C'est l'usine, nous n'avons pas le temps de créer du lien, le travail doit être vite fait. Pourtant, notre rôle devrait aussi être de rassurer, encourager, informer et prévenir, mais nous n'avons pas de temps pour cela. Du coup, les arrêts maladie des collègues explosent, nous avons un taux d'absentéisme de 12%. . . La direction pallie ces absences en nous envoyant des intérimaires qui ne sont pas qualifiés sur ce genre de soins ni sur ce type de patientèle, par conséquent, nous devons les former et cela nous prend du temps. Car prendre en charge un enfant et ses parents est bien spécifique, et faire

un simple bilan de sang chez un petit ne nécessitera pas la même approche qu'avec un adulte. Certains jours, nous sommes deux infirmiers fixes pour cinq intérimaires, c'est ingérable. Sans parler des changements fréquents: on fait tout le travail de formation et puis, du jour au lendemain, quand le soignant est opérationnel, sa mission se termine et il faut recommencer avec quelqu'un d'autre. Dans ces conditions, il y a clairement un risque pour la qualité des soins prodigués et la sécurité des patients qui sont moins bien pris en charge. On a peur d'arriver au drame. Et face à l'attitude de la direction, nous n'avons pas eu d'autre choix que de prendre des mesures de lutte: on ne se consacre plus qu'aux soins des enfants.» ■

Vers une hausse des contrôles inopinés dans la coiffure

Unia, Syna et l'association patronale ont décidé d'augmenter la surveillance des salaires dans une branche où la sous-enchère est forte

Sylviane Herranz

Un an après l'entrée en vigueur de la Convention collective de travail (CCT) nationale des coiffeurs, le 1^{er} mars 2018, l'heure était au bilan pour les partenaires sociaux, soit les syndicats Unia, Syna et l'association patronale Coiffure Suisse.

Cette CCT obligatoire couvre 4200 salons de coiffure dans tout le pays et 10 700 employés, dont 95% sont des femmes. Elle fixe des salaires minimums, dans une branche où la concurrence est vive et la sous-enchère fréquente. Elle introduit également des possibilités de formation continue. Mesures ayant permis «d'améliorer l'image de la branche et les perspectives pour les jeunes qui se lancent dans la profession», notent les partenaires sociaux dans un communiqué commun. La nouvelle convention renforce ainsi l'attractivité de la branche, relèvent-ils. Durant cette première année d'existence

de la CCT, 200 contrôles des conditions de travail ont été effectués. Ils ont révélé un taux d'infraction aux salaires minimums dans 55% des entreprises auscultées. Un nombre inquiétant dans le contexte actuel. «Face à ce nombre important d'entorses à la CCT et à l'arrivée massive de nouveaux acteurs bradant les prix, les partenaires sociaux ont décidé d'intensifier leur activité de contrôle en 2019», poursuivent syndicats et patronat. Ils ont ainsi convenu d'effectuer 250 contrôles supplémentaires cette année. Ces derniers ne seront pas annoncés au préalable. «Une phase de test menée l'année passée a permis de démontrer l'efficacité et les vertus préventives de tels contrôles inopinés», soulignent-ils.

Afin d'assurer cette charge supplémentaire, les partenaires sociaux ont sollicité les autorités de contrôle officielles de vingt cantons et des mesures ont déjà été mises en place. Grâce à ce renforcement des contrôles, ils souhaitent «promou-

voir un climat de concurrence saine dans le but de stabiliser les conditions d'exercice de la profession».

SALAIRES LIÉS À L'EXPÉRIENCE

Pour rappel, les salaires minimums de la CCT concernent tant les coiffeuses et les coiffeurs qualifiés que les non-qualifiés et instaurent une progression salariale valorisant l'expérience durant les cinq premières années. Ainsi, un employé qualifié (CFC ou équivalent) doit toucher 3800 francs la 1^{re} année et arriver à 4000 francs la 5^e année. Un employé semi-qualifié (AFP ou équivalent) démarre à 3420 francs la 2^e année (pas de montant fixe pour la 1^{re}) et atteint 3900 francs la 5^e année. Un employé non qualifié touche 3350 francs la 1^{re} année et progresse jusqu'à 3800 francs la 5^e année. ■

Plus d'informations: service-cct.ch sous «coiffure»

DES BRISEURS DE GRÈVE DANS LES WC PUBLICS GENEVOIS

Jérôme Béguin

Les quinze travailleurs d'Onet SA chargés de l'entretien des WC publics de la ville de Genève poursuivent leur grève entamée le 11 février. Le mouvement a débuté après le renvoi d'un salarié mandaté par le syndicat pour des négociations. Les grévistes exigent son retour dans la société. Ils veulent aussi obtenir des contrats à temps complet, se plaignent d'une dégradation de leurs conditions de travail et d'embauche, ainsi que de violations de la Loi sur le travail. La ville de Genève a externalisé le nettoyage de ses toilettes publiques dans les années 2000 pour réaliser des économies. Le 27 février, le Conseil municipal a accepté de renvoyer en commission des propositions et une pétition, qui demandent l'engagement des travailleurs d'Onet par la ville et la réinternalisation de l'ensemble du personnel chargé de l'entretien des bâtiments communaux. Un signal encourageant pour les grévistes et le Sit, le syndicat qui les soutient, mais qui ne met pas un terme au conflit. Ils attendent toujours une réponse du Conseil administratif à leurs revendications. «Les travailleurs restent solidaires et motivés, ils comprennent très bien les enjeux et sont déterminés à poursuivre leur lutte, explique Thierry Horner, secrétaire syndical du Sit. On veut des solutions rapides. C'est un métier pénible, on ne veut plus de salaire à 3000 francs brut.»

En attendant, selon le syndicaliste, l'entreprise a mandaté une agence intérim pour remplacer les travailleurs grévistes par des temporaires. «C'est extrêmement grave. Ça contrevient au règlement cantonal sur les marchés publics, qui écarte les entreprises ne respectant pas le droit de grève; au contrat passé avec la ville de Genève, qui interdit la sous-traitance; et à la Convention collective de travail de la branche temporaire, qui proscriit le placement de briseurs de grève. Onet continue à frauder avec les dispositions légales. Nous demandons donc au Conseil administratif de rompre le contrat avec cette société.» ■



Les travailleurs ont démarré leur mouvement le 11 février.

«QUAND JE PENSE AU CLIMAT, J'AI LA TROUILLE»

Dominique Bourg fait partie des chercheurs et enseignants qui feront grève pour la planète le 15 mars

Propos recueillis par Aline Andrey

Photos Thierry Porchet

Philosophe et professeur à la Faculté des géosciences et de l'environnement à l'Université de Lausanne (Unil), Dominique Bourg est l'une des figures de proue de la transition écologique. Franco-suisse, il a co-rédigé, avec 260 chercheurs internationaux, l'«Appel à la grève climatique du 15 mars» paru dans plusieurs journaux. Des scientifiques et des universitaires de diverses disciplines sortent ainsi de leur réserve pour appeler à la mobilisation face à l'urgence des bouleversements climatiques et à la destruction de la biodiversité. «Jamais en

effet l'abîme n'aura été si béant entre ceux qui tiennent le manche, décident de l'orientation à prendre, et ceux qui souffriront de l'obstination des premiers à ne pas voir l'effritement physique et biologique du monde autour d'eux», écrivent-ils.

«Chaque geste compte», pourrait être la devise de Dominique Bourg qui n'a pas de voiture, ne prend l'avion qu'en cas de rares nécessités professionnelles outre-Atlantique, vit dans un petit appartement, réduit sa consommation de viande, utilise rarement l'ascenseur et court entre ses mille engagements. Rencontre dans son bureau universitaire lausannois. ■

QUESTIONS RÉPONSES

La mobilisation des jeunes vous surprend-elle?

Oui, la mobilisation des gymnasiens suisses le 18 janvier m'a épaté. Ils sont scotchants. Et tellement disciplinés. Je suis bluffé par leur détermination et leur conscience des difficultés. Ils ne sont pas naïfs et ont déjà changé leurs habitudes. Ils ne prennent pas l'avion, sont souvent véganes et achètent en vrac... Et très souvent, ils arrivent à convaincre leur famille de les suivre. Je dois dire qu'ils me remontent le moral. Car, quand je pense au climat, j'ai la trouille.

La jeune Suédoise Greta Thunberg est l'égérie de cette lutte...

Greta Thunberg n'est pas seule. Mais elle est un vrai symbole. Pour la première fois, une enfant de 15 ans, dans un sommet international (la Cop24, fin 2018, *ndlr*), a osé dire aux adultes qu'ils étaient immatures et qu'ils obligeaient leurs enfants à agir. Une fillette de 12 ans avait déjà alerté les dirigeants lors du sommet à Rio en 1992, mais à l'époque, cela n'avait pas la même tonalité. Car, aujourd'hui, les dégâts sont déjà visibles. Les manifestations ne peuvent pas être décorrélées de ce qu'on vit en ce moment. La température a augmenté de 0,9 °C depuis 1980. Et les effets du réchauffement iront croissants. En Antarctique Ouest, la situation est pire que ce que l'on pensait. Si la plaque glaciaire Thwaites se détache du continent, cela augure d'une future débâcle glaciaire, laissant les glaciers continentaux à l'aplomb d'une mer dégagée. Si tel devait être le cas, le niveau des mers pourrait augmenter de plusieurs mètres en quelques décennies. Le déclin des insectes et de la biodiversité en général, et le réchauffement climatique font craindre une pénurie alimentaire. Et c'est l'ONU qui le dit.

Sommes-nous déjà dans ce que des collapsologues appellent l'effondrement?

L'effondrement est pour le moment politique et moral surtout. Dans mon livre écrit avec Corinne Lepage, *Le choix du pire**, nous redoutions que la dérive inaugurée par le Brexit ne

s'étende; ce qui s'est produit. Des populistes cinglés deviennent présidents dans certains pays, gravissent les marches du pouvoir ailleurs. On assiste à un vent de folie, car ce qui les réunit c'est leur climatisme. Or, nous avons au mieux dix ans pour réagir et tenter d'éviter des scénarios très difficiles.

Comment voyez-vous l'an 2030?

Soit notre société sera violemment tabassée par les changements en cours du «système Terre», par des aléas climatiques violents, des récoltes défaillantes, des incendies de forêt, une mortalité importante... Si cette instabilité est déjà présente, elle va s'intensifier. Soit notre société aura déjà évolué, notamment en diminuant la production d'objets, en les mutualisant, en recentrant le commerce, sans pour autant exclure des échanges. Plusieurs siècles avant notre ère, on échangeait de l'huile d'olive, du vin, de la farine, des objets somptueux...

Que faut-il faire pour éviter le pire?

C'est extrêmement compliqué. Pour éviter de dépasser les 2 degrés de réchauffement, il faut réduire de moitié les émissions mondiales de CO₂ d'ici à 2030. C'est un défi gigantesque auquel l'humanité n'a jamais été confrontée. Les technologies vertes ne sont plus suffisantes. J'y croyais encore dans les années 1990, car le caractère dramatique de la situation n'était pas encore connu. On a découvert très récemment qu'autant d'espèces disparaissaient ou que les gaz à effet de serre restaient aussi longtemps dans l'atmosphère, avec des effets sur des millénaires... Il y avait une certaine naïveté dans notre croyance en la technique. Bien sûr, une voiture électrique de type Zoé peut être préférable à une voiture lambda. Mais une Tesla n'a aucun intérêt écologique, car elle est bourrée de matériaux rares et d'électronique. De surcroît, produire des batteries pour toutes les voitures de la planète relève du fantasme. Le retour sur investissement étendu pour les grosses éoliennes ne serait que de 1/1,2 (soit le rapport entre l'énergie investie et l'énergie fournie, *ndlr*) d'après une

étude à paraître. Et rien que pour son socle, il faut 1000 tonnes de béton. Le solaire est plus efficace, mais cela reste un taux faible en comparaison avec le pétrole. Quant au nucléaire, il posera toujours problème. Notre énergie primaire à l'échelle mondiale provient à plus de 80% des fossiles, 3 à 4% du nucléaire, 2% des renouvelables et le reste de l'hydraulique et de la biomasse. Le maximum qu'on peut imaginer en dix ans, c'est de passer de 2% d'énergies alternatives à quelques pourcentages supplémentaires. Mais cela ne suffira pas. Le gros de nos efforts doit donc s'effectuer par un changement de nos manières de consommer, d'habiter, de nous déplacer. Et cela passe par l'effondrement de l'économie néolibérale. Comme le disent très justement les jeunes: «Changeons le système, pas le climat!»

Pourquoi les politiques n'agissent pas?

Ils ignorent ces questions. Même les propositions des Verts les plus en vue sont gentillettes, sans commune mesure avec la réalité du problème. Technologiquement, nous sommes trop lents pour trouver une solution en dix ans. Il faut donc modifier les modes de vie. Et ce en passant par des interdictions, des taxes, des incitations, car je ne crois pas en notre vertu spontanée, même si c'est pour éviter une catastrophe. Notre modèle de société est suicidaire.

N'est-ce pas prêter une fois de plus les plus pauvres si, par exemple, les billets d'avion augmentent?

Si on ne diminue pas les inégalités, on ne pourra pas répondre aux changements écologiques nécessaires à notre survie. Qu'est-ce que la richesse? Un accès à des ressources qui dérèglent le «système Terre». Les plus riches s'octroient un pouvoir de destruction de la vie. Les inégalités sociales viennent d'une inégalité d'accès aux ressources: 10% de la population mondiale (majoritairement occidentale) émet 50% des gaz à effet de serre. Et 50% de la population émet 10% des gaz à effet de serre.

Les syndicats sont-ils en retard dans cette transition écologique?

Oui. Le monde productiviste va disparaître, le monde du travail sera très différent dans un très proche avenir. Le défi est énorme. Et le rôle des syndicats est important, car l'élite ouvrière doit réfléchir à des solutions pour un monde plus juste. Comme déjà dit, on ne peut pas vivre dans un monde où les ressources se raréfient, sans resserrer les inégalités de revenus. Nous pourrions changer les modes de consommation que si on arrive à davantage d'égalité.



Le 18 janvier, les étudiants de Suisse ont fait leur première grève du climat qui a réuni des dizaines de milliers de jeunes. Le 2 février, des milliers de personnes sont descendues dans la rue avec eux dans plusieurs villes de Suisse (ici à Lausanne). Au total il a été dénombré plus de 65 000 manifestants. Le 15 mars, la jeunesse appelle une nouvelle fois la population à se mobiliser.



Dominique Bourg, philosophe et professeur à la Faculté des géosciences et de l'environnement à l'Université de Lausanne (Unil).

Dans l'«Appel» vous soutenez le mouvement Extinction Rebellion.**

Pourquoi? La désobéissance civile, non violente, est essentielle. Il faut davantage de radicalité, tout en sachant que ce mot n'a plus le même sens que dans les années 1970. Sans le problème climatique, je serais un social-démocrate bon teint. Mais face à l'urgence, on doit agir, à toutes les échelles, locales, nationales, européennes, internationales. C'est pourquoi nous sommes en train de créer un mouvement de Terriens pour les élections européennes.

Où serez-vous le 15 mars?

A Paris, avec les étudiants qui commencent à s'engager. Les Suisses sont en avance. Je pense que les Gilets jaunes n'ont pas aidé à la mobilisation pour le climat...

Vous gardez espoir?

J'aimerais bien. Si on s'en sort, ce sera sûrement pour une bien meilleure qualité de vie. ■

**Le choix du pire. De la planète aux urnes, Corinne Lepage, Dominique Bourg, Presses universitaires de France, 2017.*

****** Mouvement international qui prône l'action directe et la résistance non violente pour lutter contre l'effondrement écologique et l'extinction de l'humanité. Les premières actions de désobéissance civile ont eu lieu à Londres en automne 2018.

GRÈVE PARTOUT

Les étudiants lancent un Appel général à la grève «pour un avenir digne d'être vécu!» Dans leur communiqué, ils rappellent: «Une augmentation de plus de 2 degrés de la température terrestre moyenne déjà annoncée, 30 000 kilomètres carrés de forêt amazonienne détruits en une année, entre 10 et 12 milliards d'euros de déficits liés au désastre climatique chaque année en Europe, la disparition des principales espèces de poissons, de coraux et de tout l'écosystème qui en dépend prévue pour 2048, une extinction d'ores et déjà de plus de 60% des espèces entre 1970 et 2014, soit la 6^e extinction de masse que vit notre planète... Alors que l'environnement qui nous entoure s'écroule, la Suisse préfère lâchement payer des quotas pour ne pas avoir à se soumettre à quelques règles simples de l'accord de Katowice, et n'a pour le moment établi aucun plan climatique à la hauteur de la catastrophe climatique, dont les effets se font de plus en plus sentir - et ce n'est que le début! Rien ne sert d'étudier ou de travailler si notre avenir et celui de la planète sur laquelle nous vivons n'est pas assuré!» Le mouvement, qui tient à rester apaisant (ni partis, ni autres organisations), aura lieu dans une soixantaine de pays et partout en Suisse. ■ **AA**

Quelques rendez-vous en Romandie:

Genève: Dès 10h, dans les écoles. 14h, manifestation, place des 22-Cantons.

Lausanne: 10h30, manifestation, place de la Gare.

Fribourg: Dès 12h, rassemblement place Georges-Python. 13h30, manifestation.

Neuchâtel: Dès 11h30, rassemblement à l'Université, avenue du Premier-Mars. 12h, manifestation.

Delémont: 10h.

Bienne: 14h, place de l'Esplanade.

Sion: 13h, rassemblement place de la Planta. 16h30, manifestation.

Autres lieux et informations: marcheclimat.ch climatestrike.ch

LE SSP ENCOURAGE LA MOBILISATION

La commission fédérative «Formation, éducation et recherche» du Syndicat des services publics (SSP), qui représente les enseignants partout en Suisse, salue la mobilisation des jeunes en faveur du climat et se réjouit que les élèves «fassent entendre leurs voix, descendent dans la rue et soulignent avec autant de détermination et d'esprit critique l'urgence d'agir pour éviter un désastre planétaire». Dans un communiqué, elle encourage les écoles et les enseignants à favoriser la diffusion d'informations et à renoncer – comme dans le canton de Vaud – à toute sanction à l'égard des jeunes qui prennent part aux mobilisations pour le climat, et «par mesure de précaution», à éviter des épreuves ou des évaluations le 15 mars. ■ **AA**